

Une Conférence-Débat à Washington appelle à un dialogue au Burundi

Arrib News, 11/11/2010 Burundi : Un pays Fragile au Bord du Préscipice Conférence-Débat à Washington - 10 Novembre 2010 Par Thierry Uwamahoro "Burundi : Un Etat Fragile au Bord du Préscipice" était le thème central d'une conférence-débat animée ce Mercredi, 10 Novembre par le Great Lakes Policy Forum dans les enceintes du Council on Foreign Relations à Washington, DC. Parmi les notables panelistes figuraient le Dr. Howard Wolpe, il y a peu Mr. Grand-Lacs pour l'Administration Obama, Dave Paterson, Directeur du Programme Afrique au National Endowment for Democracy, ainsi que Adrien Sindayigaya, Lena Slachmuisjlder et Narcisse Kalisa, respectivement Directeur de Search for Common Group au Burundi, en République Démocratique du Congo et au Rwanda.

Les présentations par les panelistes, de même que les questions et discussions qui en ont suivies de la part de l'audience, ont centré sur trois points : les événements et le climat politique au Burundi qui ont suivi la fin des élections communales le 24 Mai dernier, l'existence ou non d'une nouvelle rébellion au Burundi et le rôle que la communauté internationale pourrait jouer afin de ramener les protagonistes sur une table ronde avant qu'il ne soit trop tard. Selon les panelistes, nous avons vu quelques violations des droits humains qui se observaient dans certains coins du pays, le Burundi semblait être sur un chemin promettant avant les élections communales. Les échéances électorales représentaient un point très significatif dans la transition vers un état véritablement démocratique et de droit. Néanmoins, de par les événements qui ont suivi les élections communales, les hommes politiques Burundais tant du parti présidentiel que de l'opposition ont agi de manière irresponsable et ont raté une opportunité en or pour remettre le pays sur les rails de la démocratisation en mettant en avant le dialogue et la collaboration mutuelle. Du côté du parti au pouvoir, on regrette qu'au lieu de privilégier le dialogue inscrit dans l'esprit d'Arusha, la suite des événements a été une expression insouciante contre les adversaires politiques, les médias et la société civile. Quant aux leaders des partis politiques de l'opposition, on déplore l'attitude de mauvais perdants qu'ils ont affichée juste après l'annonce des résultats des élections communales ; une attitude qui les a conduits à prendre la décision aussi déplorable de se retirer de la suite de la course électorale. Les confédérés ont salué l'attitude du parti Uprona qui, après avoir raté les présidentielles, est revenu dans la compétition électorale. La majorité des partis politiques de l'opposition qui avaient concentré leurs efforts pour faire campagne dans la ville de Bujumbura ont été surpris par la popularité dont jouissait le Président Nkurunziza dans les milieux ruraux et ont eu du mal à digérer le succès électoral. Il est à noter que selon les conclusions d'une étude par le National Democratic Institute (une institution également basée à Washington) dont les résultats définitifs seront rendus publics l'année prochaine, le Président Nkurunziza est l'homme politique Burundais le plus populaire particulièrement dans les milieux ruraux où se trouve la grande majorité de la population Burundaise (selon cette étude, Nkurunziza est même plus populaire que son parti politique). La situation sécuritaire qui prévaut au Burundi post-électorales et ses conséquences sous-régionales ont été le deuxième point débattu par les confédérés. La question de l'existence ou non d'une rébellion au Burundi est revenue sur pas mal de lèvres. Il a été rappelé que selon le gouvernement de Bujumbura, les actes de violences observés dernièrement dans certains coins du pays sont l'œuvre de groupes de bandits armés non identifiés. Quoique l'unanimité ait été que le Burundi n'est pas encore au stade d'une guerre ouverte, on déplore une insécurité galopante, les violations massives des droits humains, les arrestations et exécutions extrajudiciaires, la derive autoritaire du pouvoir à Bujumbura, l'intimidation et l'encontre des activistes de la société civile, des défenseurs des droits humains et des médias privés, etc. En outre, l'absence de la plupart des leaders de l'opposition qui sont actuellement en exil ne rassure pas et nourrit l'idée d'une rébellion imminente. Face à ces signaux avant cours les différents intervenants ont exprimé leur désir de voir une action soutenue de la part de la communauté internationale afin d'éviter que le Burundi ne sombre au précipice. Le représentant de l'ambassadeur de Suisse aux Nations Unies s'occupe de la question du Burundi au Département de Maintien de la Paix est allé jusqu'à demander s'il y avait qu'un dans la salle qui pouvait lui procurer le numéro de téléphone d'Agathon Rwasa. Dans l'immédiat, la plupart des interlocuteurs ont demandé que la communauté internationale fasse pression sur le gouvernement de Bujumbura afin que les pratiques de violations massives de droits humains s'arrêtent, particulièrement au niveau du service national de renseignement. Le nom d'Adolphe Nshimirimana est revenu à plusieurs reprises. La deuxième étape consisterait à convaincre les autorités de Bujumbura et le parti au pouvoir de s'asseoir avec ses adversaires politiques et arriver à mettre fin à la crise politique actuelle. Pour réussir le pari du dialogue, table ronde ou négociation, la communauté internationale devrait relancer le programme de formation des leaders Burundais en communication, négociation, gestion efficace des conflits et résolution de problèmes. Ce programme qui avait accompagné les négociations d'Arusha avait permis le rapprochement, la restauration de la confiance et la promotion d'un esprit de collaboration entre les leaders politiques Burundais de toutes tendances. La conférence-débat s'est clôturée sur une note prometteuse : tout n'est pas encore perdu. Le Burundi dispose de pas mal d'atouts qui devraient garder le pays hors du précipice. Les confédérés ont évoqué entre autres la cohésion au sein de l'armée, spécialement au niveau des structures de commandement ; la population burundaise qui est fatiguée des guerres interminables et qui, selon l'attitude susmentionnée du NDI, aimerait que le gouvernement s'asseye ensemble avec ses adversaires politiques, ainsi que la présence d'une société civile forte et solidaire et variée qui sera le moteur des changements positifs.